

Québec, avril 2001, le début d'un temps nouveau ?



Paru dans la revue Inprecor de juin-juillet 2001

Des dizaines de milliers de manifestants se sont opposés le 21 avril à la tenue du Sommet des chefs d'États des Amériques (1) où on a discuté de démocratie pour tenter de masquer la mise en place de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Le sommet lui-même se tenait dans la vieille ville du Québec, encerclé pour la cause par un périmètre de sécurité fait de béton et de clôture métallique, surnommé immédiatement « le mur de la honte » par la population. Si la direction du Réseau québécois sur l'intégration continentale (2) l'avait voulue, tous et toutes auraient pu manifester ensemble dans la « diversité des tactiques », les manifestants pacifiques et ceux qui voulaient en découdre avec le « mur de la honte » s'approchant ensemble du mur. Mais imposant un trajet qui tournait le dos au « mur de la honte », la direction du RQIC se sera laissée piéger par la campagne de peur des organisateurs du Sommet des Amériques.

Pourtant, le succès de foule de la grande marche du 21 avril – plus de 60 000 personnes alors que les plus optimistes en attendaient 50 000 – aura été préparé la veille par le ralliement de 2 000 militants et militantes de la gauche syndicale canadienne – Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), fédérations des Postiers et des Métallos – à la manifestation de 5 000 personnes organisée par le GOMM (3), et soutenue par les Cégeps (collèges pré-universitaires) en grève, qui aboutissait au nord du mur. Pendant ce temps, la manifestation CLAC-CASA (4), comptant environ 7 500 personnes, aboutissait à l'ouest du mur pour prouver qu'il y avait moyen d'y faire une brèche, expérience qui sera répétée le lendemain en plusieurs endroits.

Les forces policières auront fait preuve d'une grande brutalité. Dès le 20 avril, elles enlevaient un dirigeant connu de la CLAC. Le lendemain, elles conquéraient un quartier ouvrier de la haute-ville, en dehors du périmètre de la honte, à coup de gaz lacrymogène et de balles de caoutchouc, incommodant sérieusement les habitants et blessant plusieurs manifestants dont un sévèrement. De nombreux habitants du quartier, déjà sensibilisés par leur comité de quartier, n'ont pas craint d'aider et de soutenir les jeunes radicaux. Plus de

400 manifestants ont été arrêtés et détenus dans des conditions inhumaines (refus de leur fournir boisson et nourriture, fouille corporelle en groupes, cellules surchargées).

La radicalisation de la base de l'Alliance sociale continentale

Les deux à trois mille délégués au Sommet des peuples, impulsés principalement par les femmes, les aborigènes, les écologistes et les Latino-américains, ont rejeté vertement les textes initiaux de la direction de l'Alliance sociale continentale, refusant l'insertion des clauses sociales pour plutôt dire « Non à la ZLÉA » qu'ils ont dénoncé comme un projet « néolibéral, raciste, sexiste et destructeur de l'environnement ». Ils ont refusé de revendiquer la concertation avec les gouvernements et le patronat. La base de l'Alliance réclame un projet de société basé sur « la démocratie, l'égalité, la solidarité, le respect de l'environnement et les droits humains ».

On aurait plutôt souhaité une plate-forme de mobilisation et un plan d'action dans la suite de l'appel de Porto Alegre. Reste qu'un pas de géant a été fait. On a vite constaté, cependant, que les bureaucraties syndicales québécoises ne se sentent pas contraintes par cette déclaration clairement anti-néolibérale dénoncée à qui mieux mieux par les éditorialistes comme irréaliste. Comme si de rien n'était, lors de leur rencontre annuelle du 1er mai avec le Premier ministre du Québec, pour lequel ils ne tarissent pas d'éloges, les chefs des quatre plus importantes centrales du Québec (FTQ, CSN, CSQ et CSD) en appellent toujours à la « concertation » et à la « réforme de la ZLÉA ».

L'offensive libre-échangiste n'a pas bronché

Le radicalisme des textes votés au Sommet des peuples, le grand nombre de manifestants, la résolution de la jeunesse anticapitaliste n'auront cependant pas arrêté le projet de la ZLÉA. Québec n'aura pas enrayé momentanément le bulldozer libre-échangiste comme se fut le cas à Seattle. Les États-Unis ne faisaient pas cette fois-ci face à une Union européenne (UE) prête à défendre les sphères d'influence de ses banques et transnationales. L'autre pays impérialiste, le Canada, présent autour de la table exporte 40 % de son PIB aux États-Unis, exportations qui génèrent un très important surplus commercial bilatéral. Rien pour encourager les contradictions inter-impérialistes au sein des Amériques.

La crise argentine, qui fragilise le Mercosur, et l'important besoin d'injection de capitaux pour équilibrer le compte courant brésilien, sans compter la mise en place du Plan Colombie à sa frontière Nord, ont fait le lit du profil bas du Brésil, pourtant très réticent à la ZLÉA. Il aura fallu une faute technique rompant la session à huit clos des chefs d'État pour entendre quelques présidents latino-américains, en particulier celui du Venezuela, souligner la contradiction entre démocratie, d'une part, et misère et inégalité d'autre part.

L'hôte du Sommet des Amériques aura servi la cause impérialiste commune en amadouant les petits pays par la signature d'un accord de libre-échange type avec le Costa Rica, accord qui permet une légère asymétrie des baisses tarifaires. Les deux alliés impérialistes doivent en effet rallier les petits pays pour mieux isoler le noyau dur du Mercosur, centré sur le Brésil, qui tente de jouer l'UE contre l'Accord du libre-échange nord-américain (5), mais non de remettre en cause le libre-échange.

Le Canada aura mis les pays latino-américains sur la défensive en concoquant une prétendue « clause démocratique » qui garantit un processus électoral sous le contrôle des caisses électorales corruptrices, des machines de marketing aliénantes et des monopoles médiatiques à discours unique. En faisant la leçon à Haïti on aura surtout visé le Venezuela et la consolidation de l'exclusion de Cuba, seul pays américain absent du Sommet des Amériques.

On aura auparavant, à Buenos Aires, réaffirmé et précisé l'échéance de la mise en place de ZLÉA pour 2005 même s'il ne fut pas possible de l'avancer à 2003. La présidence américaine le souhaitait-elle d'ailleurs malgré les apparences, elle qui doit jouer de prudence pour obtenir d'un Congrès, à la fois protectionniste et unilatéraliste, une procédure de fast track. Les déclarations ambiguës du Premier ministre canadien au sujet de l'inclusion du chapitre 11 de l'ALÉNA (la charte des investisseurs) dans la ZLÉA est loin d'annoncer une résistance du gouvernement canadien.

Les États-Unis ont d'ailleurs profité du Sommet des Amériques pour lancer une offensive afin d'approfondir l'ALÉNA en proposant d'y intégrer un pacte énergétique auquel jusqu'ici le Mexique s'est toujours refusé. Le Canada refuse même de lier son éventuel accord pour ce pacte à un acquiescement des États-Unis au libre-échange du bois d'œuvre alors que les États-Unis ne cessent de durcir leur position protectionniste dans ce dossier.

Au Québec, y aura-t-il un avant et un après avril 2001 ?

Avril 2001 signifiera sans doute un bond en avant pour la gauche sociale et politique québécoise. Non seulement y a-t-on vu le point d'orgue de la mobilisation du mouvement antinéolibéral mais aussi une très significative percée électorale d'un candidat indépendantiste de gauche anti-ZLÉA dans la circonscription électorale de Mercier, au cœur de Montréal, lors d'une élection partielle pour combler le siège vacant d'un député-ministre démissionnaire.

Dans l'esprit unitaire de Porto Alegre, quatre petits partis antinéolibéraux et anticapitalistes (6) ont soutenu cette candidature qui a fait passer le vote de la gauche antinéolibérale de 3 % en 1998 dans ce comté à 24 % le 9 avril, à peine moins que le Parti québécois (PQ) au pouvoir et devançant de loin l'Alliance démocratique du Québec (ADQ, parti populiste de droite se présentant comme l'alternative aux deux grands partis néolibéraux). Fait majeur : plusieurs

organisations populaires et surtout d'importantes organisations syndicales ont rompu le « bloc national » pour appuyer le candidat de « l'Union des forces progressistes ». Plusieurs militants et militantes du PQ, comprenant l'impossibilité de gagner le peuple québécois à l'indépendance néolibérale, ont aussi fait le saut.

Pour regagner l'affection du peuple québécois la nouvelle direction du PQ fait de la surenchère nationaliste. Elle a tenté de profiter de la balourde et chauvine mise à l'écart du gouvernement du Québec des événements protocolaires du Sommet des Amériques par le gouvernement fédéral pour paraître contester la ZLÉA. Il était triste de voir la direction du RQIC, toujours fidèle à sa stratégie d'alliance avec les partis nationalistes néolibéraux que sont le PQ et le Bloc québécois (au parlement fédéral), jouer le jeu des réceptions officielles du premier et des consultations du second.

L'hypocrisie des partis nationalistes québécois, connus pour être de chauds partisans du libre-échange depuis des lustres, aura damé le pion à l'opportunisme d'un Nouveau Parti Démocratique (NPD), parti canadien de tradition social-démocrate, en crise depuis les élections fédérales de novembre 2000. Voulant s'éloigner des syndicats, le NPD recherche du sang neuf auprès de la jeunesse antinéolibérale malgré son accord penaud aux politiques néolibérales du déficit zéro et de baisse des impôts, de négation du droit à l'autodétermination du Québec et d'appui à la guerre contre l'Iraq. Son inconséquence vient d'ailleurs de lui valoir une défaite cinglante, en mai, aux élections de la Colombie britannique, la troisième province canadienne par sa population : après huit ans de pouvoir, le NPD tombe à 3 députés et cède la place à un Parti libéral provincial très droitier.

Organiser l'unité antinéolibérale sur les terrains politique et social

Faut-il souligner l'urgence pour la gauche québécoise d'organiser un parti pluraliste, ou tout au moins une coalition électorale, qui soit gauche, indépendantiste, féministe et verte. La populaire présidente de la Fédération des femmes, responsable de la Marche mondiale des femmes, jongle avec l'idée d'un parti féministe mais elle vient de se discréditer auprès des jeunes antinéolibéraux en s'associant à la dénonciation de la « violence ». Reste que pour devenir un parti de masse, le nouveau parti devra passer le test d'un fonctionnement démocratique radical s'il veut rallier ceux et celles qui se sont mobilisés pour la Marche des femmes et contre la ZLÉA, ces deux grands moments mobilisateurs depuis l'automne dernier.

Cet esprit unitaire devra aussi se manifester pour consolider les coalitions anti-ZLÉA qui ont surgi depuis un an en un mouvement antinéolibéral pluraliste mais unifié, capable donc de se doter d'une plate-forme commune anti-néolibérale et d'un plan d'action commun respectant la « diversité des tactiques ». Sont spécialement prometteuses les coalitions régionales OQP-2001 et GOMM qui,

sur la base d'une claire orientation anti-ZLÉA et de plates-formes alternatives de revendications concrètes (ex. abolition de la dette du tiers monde, réinvestissement massif dans les politiques sociales et environnementales), ont su se lier tant à la gauche syndicale et populaire qu'à la jeunesse anticapitaliste ainsi qu'à des coalitions sœurs au Canada anglais.

Une fédération de coalitions québécoises serait sans doute à l'ordre du jour, mais aussi une fédération pan-canadienne sinon nord-américaine pour mobiliser contre la réunion du G-8 qui se tiendra au Canada, probablement à Ottawa, en juin 2002. La radicalisation de l'Alliance sociale continentale par sa base rend peut-être possible la construction d'une grande alliance antinéo-libérale à la condition toute fois que les bureaucraties syndicales, qui font fonctionner le RQIC dans l'opacité, soient mises au pas par les bases. Cela commence à se faire tant au niveau de certaines fédérations membres de la FTQ, lors par exemple de la manifestation de la GOMM, que des conseils régionaux de la CSN, soit en ayant des contacts avec la CLAC, soit en félicitant la jeunesse radicale pour la percée du mur, soit en joignant les coalitions régionales.

La possibilité d'une grande alliance populaire anti-néo-libérale au Québec exige deux conditions qu'il ne sera pas facile de réunir : la rupture du bloc national néolibéral entre le PQ et les bureaucraties syndicales et l'acceptation de la diversité des tactiques non seulement par les centrales syndicales mais aussi par la direction de la Table de convergence (7).

La difficile convergence des rythmes de radicalisation

Les résultats de l'élection dans Mercier et le succès de la mobilisation contre la ZLÉA démontrent un rythme rapide de radicalisation autant du peuple québécois que de sa jeunesse même si les formes en sont fort différentes. Mais les événements de Québec signalent un début de rapprochement. À la crispation « réaliste » des bureaucrates au nom de la défense de privilèges réels ou virtuels pourrait répondre la fuite en avant gauchiste d'une partie de la jeunesse anticapitaliste.

La radicalisation de la jeunesse tend à prendre une tournure idéologique au niveau du discours, très anticapitaliste et antipatriarcal, et une pratique de confrontation directe privilégiant les débats tactiques. Elle est donc plus visible, plus pointue. La radicalisation ouvrière et populaire, lourde des contraintes de l'emploi et des charges familiales, plus chargée de l'histoire des luttes sociales en recul des derniers 20 ans, plus consciente de la nécessité d'unir le plus grand nombre pour vaincre, se fait davantage sur le terrain des revendications concrètes et des ruptures avec les directions traditionnelles tant politiques que sociales. Les débats portent surtout sur les cibles, les buts, la stratégie et les alternatives. Quand elle s'affirme, elle a tendance à le faire massivement mais par étapes.

On l'a vu dans Mercier avec l'appui du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN et des cols bleus de la Ville de Montréal au candidat des « forces progressistes ». On l'a vu avec la base du RAP, le plus social-démocrate des partis de gauche qui a chassé sa direction sectaire montréalaise parce qu'elle refusait l'unité de la gauche. On l'a vu avec la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), le Syndicat de fonctionnaires du Québec (SFPQ), la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et le Conseil central de l'Outaouais de la CSN qui ont travaillé dans ou avec les coalitions régionales et qui ont soutenu le « Non à la ZLÉA » bien avant le Sommet des Amériques.

Les événements de Québec ont amplifié la radicalisation ouvrière et populaire à la base. Le discours idéologique de la CLAC-CASA et celui du Sommet des peuples se sont rapprochés même s'ils ne sont pas sur le même plan. La sympathie de la base syndicale aux assauts du « mur de la honte » était palpable même si elle n'était pas générale et sans réserve. L'actuelle solidarité avec les prisonniers et accusés dépasse les organisations anticapitalistes même si les grandes organisations nationales n'osent pas encore revendiquer une amnistie générale, se contentant de demander une enquête publique sur la répression policière.

* Marc Bonhomme, militant de Gauche socialiste (GS, section québécoise de la IVe Internationale), est membre de l'exécutif du Parti de la démocratie socialiste dont la GS est une section. Il est délégué du Forum populaire de l'Outaouais contre la ZLÉA à la Table de convergence.

1. Cf. Inprecor n° 458 de mai 2001.
2. Le RQIC est une coalition regroupant l'ensemble des fédérations syndicales (FTQ, CSN, CSQ, CSD,), le syndicat des infirmières (FIIQ), la fédération des femmes (FFQ), la coalition groupes populaires-syndicats (SPQ), la fédération des organismes de coopération internationale (AQOCI), la fédération des groupes environnementaux (RQGE) et plusieurs ONG dont Amnistie Internationale et Alternatives qui en est le secrétariat. Le RQIC est la composante québécoise de l'Alliance sociale continentale, la grande coalition pour l'ensemble des Amériques. Le RQIC, avec son organisation sœur au Canada anglais, Common Frontiers, était l'organisateur du second Sommet des peuples. Jusqu'au Sommet des peuples, le RQIC réclamait l'inclusion des clauses sociales et environnementales dans la ZLÉA. Il demandait aussi que l'Alliance sociale continentale soit incluse dans le processus de négociations à égalité avec le patronat dont la forte participation est officiellement reconnue. Médiatiquement, l'emphase a été mise sur la revendication de la publication des textes de négociations. Le RQIC, avec Common Frontiers, était l'organisateur de la grande marche du 21 avril.
3. Le Groupe Opposé à la Mondialisation des Marchés (GOMM) de Montréal et l'Opération Québec printemps 2001 (OQP) de Québec sont les deux coalitions régionales qui ont joué un rôle important dans le cadre des activités parallèles au Sommet des peuples. Le GOMM, largement étudiant, était plus

radical que l'OQP, plus large (le Syndicat de la fonction publique du Québec et l'ONG Alternatives, par exemple, faisait partie d'OQP).

4. La Convergence des Luttes Anticapitalistes (CLAC) de Montréal et le Comité d'Accueil du Sommet des Amériques (CASA) de Québec sont des regroupements majoritairement composés de libertaires mais aussi de verts, surtout jeunes. Tout en privilégiant l'action directe non-violente ces deux regroupements soutenaient la « diversité des tactiques ».
5. L'ALENA a été signé en décembre 1992 par les États-Unis, le Canada et le Mexique dans le but d'éliminer les barrières tarifaires entre les trois pays.
6. Il s'agit du Parti de la démocratie socialiste (PDS, dont font partie les militants de la gauche socialiste, section québécoise de la Quatrième Internationale), de Parti communiste du Québec, du Rassemblement pour une alternative progressiste (RAP, petit parti social-démocrate de gauche) et du Parti Vert.
7. La Table de convergence réunit certains membres du RQIC (FIIQ, FFQ, Alternatives), Common Frontiers (l'équivalent anglophone du RQIC), le syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), les coalitions régionales, les fédérations étudiantes universitaire et collégiale (FEUQ, FECQ), la Conférence religieuse canadienne (Québec) et plusieurs groupes populaires et ONG dont ATTAC-Québec. La Table avait pour objectif de faire accepter les mot d'ordre « Non à la ZLÉA » au Sommet des peuples et de faire pression sur la direction du RQIC pour qu'il y ait une grande manifestation. Elle réclame le respect de certains grands principes démocratiques et écologiques et revendique les demandes essentielles de l'appel de Porto Alegre. La majorité de la Table était toutefois opposée à toute tactique pouvant conduire à l'affrontement dont celles s'en prenant au mur de la honte.